

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES DE PARIS-SACLAY

SERVICES DES MARCHES ET ACHATS

CEA/P-SAC/SMA

**REGLEMENT DE CONSULTATION DU 20 NOVEMBRE 2024
APPEL A CANDIDATURES - PROCEDURE ADAPTEE RESTREINTE**

PRESTATIONS D'ACCUEIL A L'INB 50 (BATIMENT 605) DU CEA SITE DE SACLAY (91)

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES: le 18 DECEMBRE 2024 AVANT 16h00

**LES DOSSIERS DE CANDIDATURES SERONT REMIS EXCLUSIVEMENT SOUS FORME
DEMATERIALISEE SUR LA PLATEFORME PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)**

Tout dossier reçu après cette date ne sera pas accepté par le CEA.

S'agissant d'une consultation dans le cadre d'une procédure adaptée restreinte, **seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade.**

Seuls les candidats retenus par le CEA pourront remettre une offre technique et financière, après communication du cahier des charges.

En raison du caractère confidentiel de certaines prestations figurant dans le Dossier de Consultation, celui-ci ne sera fourni qu'aux candidats retenus.

CONTACTS

La présente procédure est gérée par :

Mme Laurence de LA ROULIERE, Service des Marchés et Achats/BLMT

- Tel : 01.69.08.37.24
- Adresse mail : laurence.delarouliere@cea.fr

En cas d'absence, vous pouvez contacter :

M. Christophe COQUELET, Service des Marchés et Achats/BLMT

- Tel : 01 69 08 36 54
- Adresse mail : christophe.coquelet@cea.fr

INFORMATIONS EN COURS DE PROCEDURE

Afin d'être informés en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les candidats devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur le site de la plateforme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B24-05453-LC

SOMMAIRE

1 - OBJET	4
2 - PROCEDURE.....	5
3 - CONTENU DES PLIS.....	7
4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
5 - CONFIDENTIALITE -	9
<i>ANNEXE - FORME DE REMISE DES DOSSIERS.....</i>	10

1 - OBJET

1.1 - Généralités

En tant que pouvoir adjudicateur, le CEA est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée «restreinte» en application de l'article L2323-1 du Code de la Commande Publique.

1.2 - Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure adaptée restreinte relative aux prestations d'accueil à l'INB 50 (bâtiment 605) du CEA site de Saclay (91).

L'objet du marché entre dans le champ d'application des marchés de défense ou de sécurité (article L. 1113-1 du Code de la Commande Publique). Par conséquent, il est soumis aux règles applicables à ce type de marché.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L1111-1 à 5 de l'ordonnance du 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

1.3 - Incompatibilité avec le marché d'accueil du site de Saclay

La prestation objet de la présente consultation est incompatible avec le marché d'accueil du site de Saclay (réf. AOR B24-02126-PBB).

Par conséquent le soumissionnaire retenu dans la cadre de la présente consultation ne pourra pas être titulaire du marché susvisé.

1.4 - Contenu des prestations

Le contenu des prestations est détaillé dans l'annexe intitulée « synthèse d'expression de besoins »:

La date de démarrage des prestations est fixée en juin 2025.

Si le candidat se présente seul, il devra impérativement être habilité « Secret »

Si le candidat se présente dans le cadre d'un groupement, il est précisé que le mandataire et tous les membres du groupement devront obligatoirement disposer de l'habilitation de niveau « Secret ».

L'habilitation « Secret » doit IMPERATIVEMENT être détenue au plus tard à la date de remise des candidatures indiquée en 1^{ère} page du présent Règlement de la Consultation, conformément à l'article R.2343-5 du Code de la Commande Publique.



1.5 - Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

A défaut, le CEA considèrera l'offre présentée en variante comme irrégulière.

1.6 - Groupement momentané d'entreprises

Le candidat pourra être soit une entreprise individuelle, soit un groupement momentané d'entreprises mais le CEA n'aura qu'un seul interlocuteur qui sera le mandataire.

En aucun cas une entreprise ne pourra cumuler une candidature en tant que :

- candidat individuel et membre d'un groupement,
- membre de plusieurs groupements que ce soit en tant que mandataire ou co-traitant,

Sauf cas particuliers définis à l'article R2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée en cours de procédure.

En cas de constitution d'un groupement, pour la bonne exécution du marché, celui-ci devra adopter la forme d'un groupement solidaire ou, à défaut, d'un groupement conjoint avec solidarité du mandataire préalablement à la signature du marché.

Chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-après (art. CONTENU DES PLIS).

1.7 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition que le sous-traitant soit habilité Secret et d'avoir obtenu du représentant du CEA l'acceptation de chaque sous-traitant.

1.8 - Conditions financières du marché

En application des dispositions des articles R2391-1 et suivants du code de la commande publique, une avance pourra être accordée au titulaire du marché. Les prix pourront être actualisés.

Les modalités de l'octroi de l'avance et d'actualisation des prix seront définies dans le projet de marché qui sera joint dans l'invitation à soumissionner.

2 - PROCEDURE

La procédure se déroule en deux phases : la phase candidatures et la phase offres.

2.1 - Les étapes de la procédure



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B24-05453-LC

2.1.1 - Le calendrier de la procédure

Le tableau ci-dessous présente les dates et délais des différentes étapes de la procédure. Chaque étape est explicitée dans les paragraphes suivants.

Etapes de la procédure	Date ou délais
PHASE CANDIDATURE	
Questions des candidats	Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des candidatures
Réception des candidatures	Au plus tard le 18/12/2024 à 16h00
PHASE OFFRE	
Envoi de l'invitation à soumissionner et du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) complet (cahier des charges, projet de marché » etc...) aux candidats retenus	A l'issue de l'analyse des candidatures
Visite obligatoire sur site	Dates déterminées dans l'invitation à soumissionner
Questions des soumissionnaires	Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des plis
Modification du DCE par le CEA	Au plus tard 6 jours ouvrés avant la date de remise des plis
Réception des offres	Sera déterminée dans l'invitation à soumissionner
Questions complémentaires du CEA	Pendant toute la durée de la procédure
Présentation des offres	Eventuellement
Demande du CEA de présentation des offres par les soumissionnaires	Avec un préavis de 5 jours ouvrés

2.1.2 - Avant la date de réception des candidatures – Questions des candidats

Préalablement à la remise des plis, les candidats sont autorisés à poser des questions complémentaires dans le délai mentionné dans le tableau ci-dessus.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le candidat est tenu de s'adresser au Service des Marchés et Achats exclusivement par écrit et par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Afin d'assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques, le CEA s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque candidat et à communiquer les réponses aux autres potentiels candidats.



2.1.3 - Après la date limite de réception des candidatures – Questions du CEA

Le CEA se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux candidats afin de clarifier/compléter leur dossier de candidature. Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur candidature pourra être écartée de la procédure.

2.2 - Date limite de réception des plis

Les plis des candidats devront être intégralement réceptionnés par le CEA au plus tard à la date figurant dans le tableau *supra*, la date et l'heure de la fin du téléchargement sur la plateforme PLACE faisant foi. Tout dossier reçu, même partiellement, après la date mentionnée ci-dessus sera considéré comme remis hors délai et écarté de la procédure.

2.3 - Forme de remise et d'envoi des candidatures

Les candidats ont l'obligation de déposer leur candidature par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les modalités de remise sont indiquées dans l'Annexe intitulée « forme de remise des dossiers ».

3 - CONTENU DES PLIS

Dans un premier temps, la réponse à la présente procédure adaptée restreinte, rédigée en langue française, sera composée uniquement d'un dossier de candidature envoyé par les candidats.

A l'issue de l'analyse des dossiers de candidature, seuls les candidats retenus pour participer à la phase offres seront invités à remettre un dossier d'offre.

Les dossiers de candidature et d'offre devront impérativement inclure les documents suivants :

3.1 - Documents remis au titre de la candidature

Le dossier de candidature sera obligatoirement composé des éléments suivants :

- a. Une [fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial](#) pour le dossier (nom, mail, adresse, numéros de téléphone),
- b. En cas de groupement d'entreprises, une [lettre d'habilitation du mandataire](#) par ses co - traitants et la [convention de groupement](#) dûment signée,
- c. A titre informatif, un [extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés](#) (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de 3 mois,
- d. Lorsqu'il appartient à un groupe, une [attestation certifiant de son autonomie commerciale](#) et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
- e. Les [attestations d'assurance](#) civile, professionnelle en cours de validité,



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B24-05453-LC

- f. La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire,
- g. Les attestations et certificats fiscaux et sociaux datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents,
- h. Les données relatives à la capacité financière de la société (chiffre d'affaires, résultat et chiffre d'affaires réalisé avec le CEA pour les trois dernières années),
- i. Les certificats ou qualifications en adéquation avec le marché en cours de validité, délivrés par un organisme agréé,
- j. Le manuel d'assurance de la qualité ou une note sur l'organisation de la qualité,
- k. Un dossier présentant les capacités de l'entreprise qui devra détailler :
 - les moyens humains,
 - les démarches qualité et sécurité de l'entreprise,
 - les références pour des opérations similaires exécutées dans les trois dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des opérations effectuées.
- l. une attestation d'habilitation en cours de validité attestant de l'habilitation au niveau « secret ».

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du décret supra, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Tous les candidats sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

3.2 - Niveau de classification du marché

Ce marché est un marché classifié de niveau « Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (IGI 1300). Il ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés par le titulaire dans ses locaux.

Par conséquent, le candidat ou le mandataire du groupement et la société réalisant les prestations classifiées **devra impérativement être habilité « Secret » à la remise de son dossier de candidature**. Le Titulaire du marché ainsi que les personnes ayant à participer aux prestations du marché qui seront susceptibles de connaître des informations classifiées de niveau « Secret » devront détenir cette habilitation, en application de la réglementation en vigueur et tout au long de l'exécution du marché (cf. art 1.4).

4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, les candidatures seront jugées d'après :

- la capacité économique et financière,
- les moyens matériels et humains,
- les compétences (certifications et habilitations requises mentionnées ci-avant ou équivalent ainsi que les références dans le domaine concerné).

Les candidats ne disposant pas d'une habilitation niveau « Secret » en cours de validité seront écartés de la procédure (cf. article 3.2).

Les offres conformes seront jugées d'après les critères pondérés suivants :

- critère 1: le prix pour 40 points
- critère 2: l'organisation, et les moyens humains mis en place pour 30 points,
- critère 3 : le pilotage, le suivi et le contrôle des prestations pour 20 points,
- critère 4 : la prise en compte des aspects qualité, sécurité, environnement pour 10 points.

5 - CONFIDENTIALITE -

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur offre. Toute autre diffusion d'information émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les entreprises consultées sont tenues de respecter le caractère confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur réponse à la présente consultation.



ANNEXE - FORME DE REMISE DES DOSSIERS

Cette annexe renseigne les soumissionnaires sur les modalités et l'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour utiliser la plateforme PLACE :

1) Le soumissionnaire doit s'inscrire sur PLACE ou disposer d'un compte :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur « PLACE ». Pour cela, nous vous invitons à vérifier les pré-requis techniques disponibles depuis la page d'accueil de PLACE et de vous munir de votre n° de SIRET.

Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Afin d'être informé en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation. Les téléchargements anonymes ne permettent pas de bénéficier de manière automatique des informations publiées par le CEA en cours de procédure.

2) Le soumissionnaire doit anticiper toutes les éventuelles difficultés de téléchargement et respecter les modalités imposées par le présent règlement :

Pour toute question, vous pouvez vous référer à :

- la rubrique « Aide » de PLACE,
- contacter le support informatique de la PPlateforme des AChats de l'Etat au 01 76 64 74 07.

1. Constitution des enveloppes électroniques

Les enveloppes de candidature et d'offre doivent se présenter sous la forme d'un fichier unique **au format.zip** contenant les éléments mentionnés dans le règlement de consultation. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- format Word (.docx),
- format Acrobat (.pdf),
- format Excel (.xlsx).

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier (par exemple : projet de marché.doc).

Le nom donné à l'enveloppe électronique de candidature sera ref-xxxx-yyy-candidature.**zip** où :

- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyy est l'objet du marché.

Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera ref-xxxx-yyy-offre.zip où :

- ref est la référence donnée à la consultation,



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B24-05453-LC

- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.

2. La co-traitance

Dans le cas de co-traitance, les éléments qui le nécessitent (attestation sur l'honneur ...) seront signés par l'ensemble des entreprises co-traitantes, à l'aide de l'outil de signature disponible gratuitement en téléchargement sur la plateforme. Les fichiers .zip ainsi créés (contenant les fichiers et les signatures) seront insérés dans les enveloppes zip de candidature ou d'offre. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plateforme en utilisant son certificat.

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue (les envois précédents ne seront pas ouverts).

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

4. Possibilité de remettre une copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, remise dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" doit être envoyée dans les délais impartis de réception des offres à l'adresse suivante :

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY

A l'attention de Mme Laurence de La Roulière
Bureau du courrier (bât. 464)
Pour le Service des Marchés et Achats - PC 98
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'il est détecté un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais impartis de réception ou bien n'a pas pu être ouverte par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de réception).

5. Les questions relatives à la consultation

Les questions d'ordre administratif, commercial ou technique, concernant la consultation seront posées exclusivement via la plateforme PLACE en cliquant sur le lien « poser une question ».

Avant de pouvoir poser une question, les soumissionnaires doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme,
- renseigner leur identité.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B24-05453-LC

Nota bene : il est indispensable de bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse sera utilisée par le CEA pour répondre à la question.

Il est rappelé que les mêmes questions peuvent être adressées à l'adresse de l'acheteur en charge du dossier, étant précisé que seules les questions déposées sur PLACE feront foi.

6. Les échanges par voie dématérialisée avec les entreprises

Après l'ouverture des offres, le CEA pourra communiquer avec les soumissionnaires via la « messagerie sécurisée » de la plateforme pour les soumissionnaires inscrits.